

une ligne de conduite ou d'adopter des programmes dont la bonne exécution exige des ressources financières ou humaines, celles-ci devront être fournies. L'examen de nos relations actuelles avec l'Amérique latine, et de ce qu'elles peuvent devenir, nous indique, en particulier à court terme, qu'il y a moyen de les améliorer facilement dans certains cas. Je peux vous assurer que le gouvernement étudiera avec soin et selon sa valeur toute proposition formulée à ce sujet.

J'attends avec plaisir les délibérations du présent colloque, ainsi que les consultations qui y feront suite sur cet aspect de notre politique extérieure, de même que sur les autres. Dans très peu de temps, par exemple j'espère participer à un colloque semblable à celui-ci sur les questions qui se rattachent aux Nations Unies. Si, au terme du présent colloque, il se révèle un désir général de poursuivre le dialogue sur l'Amérique latine, je suis certain que le dialogue pourrait se faire avec la collaboration de l'Institut canadien des Affaires internationales.

Je ne saurais trop insister sur la valeur que les ministres attachent aux opinions et aux suggestions qu'ils reçoivent non seulement de leurs experts-conseils mais aussi des particuliers intéressés par ces questions. Les conseils que nous recevons ainsi du public nous parviennent de diverses façons, par exemple au cours de réunions comme celle-ci, ou bien dans des interviews publiques ou des lettres. Plus particulièrement, le Comité parlementaire sur les Affaires extérieures et la Défense entendra des témoignages sur nos relations avec l'Amérique latine, le moment venu, comme il le fait actuellement pour notre politique à l'égard de l'OTAN. J'espère que ce n'est que le début d'un processus qui, au cours des mois et des années à venir, créera une ambiance propice à la conduite rationnelle et constructive de nos relations avec l'Amérique latine.